

Unité Interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 24 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DUFEU Jacky SAS**

Manet - D 766  
BP 4  
49490 NOYANT-VILLAGES

Références : EC-2023-63-INSP-DUFEU-Noyant Villages-RAP  
Code AIOT : 0006302261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2023 dans l'établissement DUFEU Jacky SAS implanté Manet - D 766 - BP 4 Lasse 49490 NOYANT-VILLAGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUFEU Jacky SAS
- Manet - D 766 - BP 4 Lasse 49490 NOYANT-VILLAGES
- Code AIOT : 0006302261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de l'établissement JACKY DUFEU du groupe VEOLIA à LASSE sont le compostage de déchets organiques, le transit et le traitement de bois.

Le site est implanté en zone rurale sur environ 13 ha. Les activités de transit et traitement de déchets emploient environ 20 personnes avec au total 70 employés pour l'activité Transports DUFEU.

Autorisé pour une capacité de traitement annuel de déchets en compostage de 73 000 tonnes, l'établissement traite des déchets organiques d'origine végétale et animale (déchets verts, fumiers de volailles) et des boues de station d'épuration urbaine.

En 2022 , environ 40 000 tonnes de matières entrantes ont été traitées en compostage.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite d'inspection du 30 janvier 2018 ;
- les contrôles réglementaires;
- le dossier de réexamen IED de juillet 2020 relatif à la plateforme de compostage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, Annexe 1 point 3.4	/	Sans objet
7	Installation IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, Article R.515-59	/	Sans objet
8	Sortie de Statut de Déchets	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, Annexe 1 point 3.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 8.6	/	Sans objet
2	Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 13	/	Sans objet
3	Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.3.3	/	Sans objet
5	gestion des eaux de la plateforme de compostage	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.3.4	/	Sans objet
6	Contrôle des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

D'une manière générale, il a été constaté que le site était bien entretenu. Des mesures relatives à la sécurité du personnel et des intervenants ont été renforcées avec la mise en place d'un cheminement piéton, d'une signalisation d'interdiction d'accès à certaines zones et du port obligatoire d'un talkie-walkie pour les employés sur les plateformes bois et compostage.

Lors de la visite d'inspection, trois non conformités et une observation ont été relevées :

- réaliser quatre analyses d'un lot de biomasse pour acter de la sortie de statut de déchets suivant l'AM du 29/07/2014 dans un délai d'un an ;

- apporter des éléments sur la gestion d'un lot de biomasse lorsque qu'une non conformité a été identifiée (cf analyse SSD du 27/04/21) dans un délai d'un mois ;
- transmettre un document de justification de non réalisation d'un rapport de base dans le cadre d'IED dans un délai d'un mois ;
- s'assurer qu'en cas de nécessité de rejet au milieu naturel des eaux de la lagune après un traitement approprié, une analyse des rejets soit réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux installations de déchets relevant de la réglementation IED.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de déchets de bois brut sont constitués en piles ou tas indépendants d'un volume unitaire max de 2000 m<sup>3</sup> d'une hauteur maximale de 5 m et séparés par des passages d'une largeur minimum de 5 m accessibles aux services de secours.</p> <p>Les stockages de copeaux ou plaquettes et sciures sont réalisés sous abri ou sont aménagés pour éviter les envols.</p> <p><u>Constat du 30 janvier 2018 :</u> Les plaquettes forestières et les copeaux étaient entreposés sous abri, les plaquettes issues d'emballages SSD sous abri et en plein air. Les plaquettes forestières arrivent préalablement broyées sur le site. Les opérations de criblage sont réalisées au moyen d'un cribleur fixe capoté situé à l'entrée du bâtiment principal de stockage des plaquettes.</p> <p>Les autres produits étaient entreposés en plein air sur une plateforme dont le sol est en enrobé ou béton.</p> <p>Il était constaté que les tas de stockage des palettes entrantes et palettes broyées étaient proches les uns des autres.</p> <p>L'inspection demandait à l'exploitant de s'assurer de maintenir un passage d'une largeur minimum de 5 m accessible par les pompiers pour les tas indépendants.</p> <p><b>Constats :</b> Il a été constaté que les différents stockages de bois palettes, bois broyés sont organisés en lots d'une hauteur d'environ 5 m séparés par des passages accessibles aux engins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérifications des installations électriques</p> <p><u>Constat du 30 janvier 2018 :</u> Les installations électriques avaient été vérifiées le 28/02/2017 (Vu le registre de sécurité). L'exploitant n'était pas en mesure de présenter le rapport des vérifications électriques.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques avait été communiqué par la suite. Les non conformités éventuelles devaient être levées et tracées.</p> <p><b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées une fois par an. Les installations électriques ont été vérifiées du 15 au 17 mars 2022. Les observations ont été levées et formalisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent, avant rejet, par un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu. Ces rejets présentent une teneur maximum en hydrocarbures totaux de 10 mg/l.</p> <p><u>Constat du 30 janvier 2018 :</u> L'entretien du séparateur d'hydrocarbures est réalisé 2 fois/an par la société SARP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il était demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection les BSD correspondants aux entretiens du séparateur d'hydrocarbures.</li> <li>• Conformément à la réglementation, il était demandé à l'exploitant de réaliser régulièrement une analyse des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées portant sur les paramètres suivant MES &lt; 35 mg/l, DCO &lt; 125 mg/l, hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement de la plateforme de stockage de bois transitent dans un débourbeur déshuileur avant rejet au milieu.  L'entretien du débourbeur déshuileur est réalisé 6 fois/an par la société SARP. Les boues extraites non dangereuses sont introduites en compostage.  Une analyse des rejets aqueux est réalisée une fois par an, la dernière date du 9 janvier 2023. Les résultats MES, DCO, HCT sont conformes à la réglementation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Suites constats de la visite d'inspection du 30 janvier 2018**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2014, annexe 1 point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Sortie de statut de déchets, contrôle biomasse
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Obligation en matière autocontrôle pour le respect des critères de qualité de la biomasse :.  Des analyses sont réalisées sur un lot sortant issu des broyats d'emballages bois (palettes) au moins deux fois par an pour les installations de capacité inférieure à 50 t journalières et quatre fois par an pour les installations de capacité supérieure à 50 t journalières. Elles doivent être réalisées par une tierce partie externe indépendante.  Les résultats doivent prouver la conformité aux seuils des critères de qualité avant que des lots sortants de l'installation puissent cesser d'être des déchets.</p> <p><u>Constats du 30 janvier 2018 :</u> En conclusion des contrôles inopinés de 2016, un dépassement pour le paramètre "arsenic" avait été constaté sur un lot. L'exploitant avait fait réaliser une analyse complémentaire en octobre 2016 dont les résultats étaient conformes pour tous les paramètres. Suite à ce constat, l'exploitant a mis en place un suivi trimestriel sur l'année 2017 des analyses de biomasse permettant d'assurer une meilleure traçabilité du paramètre arsenic.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'inspection rappelait à l'exploitant ses obligations en matière d'autocontrôle des critères de qualité de la biomasse.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> En 2022, 12 300 tonnes de broyats d'emballages bois ont été valorisés en biomasse. L'exploitant réalise des analyses de qualité des broyats pour valider la sortie de statut de déchets des lots de biomasse à destination de chaufferies industrielles. Quatre analyses ont été réalisées en 2021 et trois en 2022.  L'inspection des IPCE rappelle à l'exploitant les obligations d'autocontrôle pour la sortie de statut de déchets de la biomasse en réalisant <u>quatre analyses par an</u> sur un lot sortant .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Gestion des eaux de la plateforme de compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de ruissellement des aires de stockage des déchets et de la plate forme de compostage sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de confinement.</p> <p>Les effluents recuillis sont de préférence récupérés et recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains.</p> <p>Les éventuels excédents sont soit valorisés en agriculture dans le cadre d'un plan d'épandage autorisé ou rejetés au milieu récepteur après un traitement approprié.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage rejoignent un bassin de décantation de 150 m<sup>3</sup> puis une lagune de 300 m<sup>3</sup> avant d'être transférées vers une lagune de 13 000 m<sup>3</sup>. <b>Aucun rejet d'effluents aqueux n'est réalisé hors site.</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'épandage autorisé par arrêté complémentaire du 15 octobre 2010. Le plan d'épandage (un seul agriculteur) n'a pas été activé depuis une dizaine d'années.</p> <p><b>Les eaux de la lagune sont utilisées pour l'humidification des andains.</b></p> <p>En 2022, environ 40 000 tonnes de matières sont entrées pour être traitées en compostage. Un curage partiel du bassin de décantation de 150 m<sup>3</sup> et de la lagune de 300 m<sup>3</sup> ont été effectués en septembre 2022. Un curage complet est programmé en 2023 avec vérification de l'étanchéité des membranes.</p> <p>Les eaux de la grande lagune de 13 500 m<sup>3</sup> sont contrôlées une fois par an. Le dernier contrôle date d'avril 2022. Il porte sur des paramètres traces métalliques et substances organiques dans les effluents à destination d'un épandage. Les résultats étaient conformes. A noter qu'aucun épandage n'est mis en œuvre.</p>
<b>Observations :</b> Il convient de tenir à disposition de l'inspection des ICPE les justificatifs de contrôle de l'étanchéité des membranes du bassin de décantation et de la lagune.
<b>Type de suites propo/sées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle des rejets liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux de la plateforme de compostage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En cas de nécessité de rejet au milieu naturel, l'exploitant s'assure de la conformité de ses effluents aux dispositions de l'article 9.3.4 ci-dessus. Dans le cas contraire, ces effluents doivent être éliminés dans des installations de traitement de déchets autorisés.</p> <p><b>Constats :</b> L'arrêté d'autorisation prévoit qu'en cas d'impossibilité d'activer le plan d'épandage, les eaux peuvent être rejetées au milieu naturel après traitement approprié.</p> <p>Le plan d'épandage n'est pas activé et aucun rejet au milieu n'est réalisé. Les eaux de la lagune servent à humidifier les andains.</p> <p><b>Observations :</b> Toutefois, l'exploitant effectue une analyse annuelle de la qualité des eaux de la lagune. Les résultats de l'analyse des eaux de la lagune de mai 2022 mettent en évidence des dépassements des valeurs limites de rejet autorisés pour les paramètres MES, COT, Azote et Phosphore. A noter que les eaux de la lagune ne sont pas traitées. Les valeurs limites d'émission à prendre en compte sont celles fixées à l'arrêté ministériel du 17/12/19 pour les installations de traitement de déchets classées IED.</p> <p>Par conséquent, <u>en cas de nécessité de rejet au milieu des eaux de la lagune après un traitement approprié, il conviendra de s'assurer de la conformité des effluents avec les valeurs limites d'émission de l'AM du 17/12/2019 et de contrôler mensuellement les paramètres PFOA et PFOS.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installation IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de base
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article « R. 181-13 » comportent également :.../...</p> <p>I. Des compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles présentant : .../...</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p>

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen IED transmis le 31 juillet 2020 ne précise pas si le site est soumis ou non à la réalisation d'un rapport de base. Il convient que l'exploitant joigne des documents justifiant que l'installation de compostage n'est pas soumise au rapport de base suivant le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED version 2.2 dans un délai d'un mois ou un rapport de base.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Sortie de Statut de Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/07/2014, annexe 1 point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, contrôle biomasse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant doivent avoir prouvé la conformité aux seuils du critère 3.3 avant que des lots sortants de l'installation puissent cesser d'être des déchets.</p> <p>Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant ne respectent pas les seuils du critère 3.3, les broyats du lot concerné restent des déchets et les broyats des lots sortants postérieurs à l'obtention des résultats d'analyse seront réputés ne pas satisfaire les critères de sortie de statut de déchet tant qu'une nouvelle analyse présentant des résultats conformes aux seuils du critère 3.3 n'est pas produite.</p> <p>Après qu'une nouvelle analyse présentant des résultats conformes au critère 3.3 est produite :  -une installation de capacité inférieure à 50 tonnes journalières réalise une analyse sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 dans les trois mois qui suivent la première analyse conforme ;  -une installation de capacité supérieure à 50 tonnes journalière réalise une analyse sur l'ensemble des paramètres du critère 3.3 dans le mois qui suit la première analyse conforme.</p> <p><b>Constats :</b> Quatre analyses ont été réalisées en 2021 et trois en 2022. Les résultats de l'analyse réalisée en avril 2021 faisaient apparaître un léger dépassement pour le paramètre pentachlorophénol (PCP).  L'inspection des IPCE demande à l'exploitant d'apporter des éléments sur la gestion d'un lot non conforme dans un délai d'un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet